

Les lettres au secours des chiffres



© Emmanuelle Marchédoeur

Yves Citton est professeur de littérature française du 18^e siècle à l'Université de Grenoble et chercheur au CNRS. Il a donné en juin 2012 plusieurs conférences à l'Inra sur le thème : comment reconfigurer le débat public autour des controverses sociotechniques ?

Que reprochez-vous aux formes de débat public actuel ?

Yves Citton : La forme de débat qui domine actuellement est de type délibératif, c'est-à-dire basée sur une argumentation rationnelle censée établir des vérités « objectives »

à partir de données « scientifiques ». Or ces données sont à resituer dans trois dimensions : la pertinence, qui discerne les connaissances qui ont du sens, le cadre interprétatif et les finalités. Par exemple, en quantifiant les avantages et les coûts de l'industrie nucléaire en termes de prix du kilowatt/heure et de taux de radioactivité, plutôt qu'en termes d'impacts sur la surveillance policière des populations, on exprime à la fois un choix de pertinence, de cadre interprétatif, et de finalités. D'autre part, l'exigence d'argumentation rationnelle est discriminante dans les débats, parce qu'elle exclut ou défavorise quiconque n'est pas rompu à cet exercice, étouffant le cri de frayeur ou le murmure du profane. Or, celui qui conduit ne doit-il pas tenir compte de l'avis de son passager ? Enfin, ce type de débats évacue le fait que les données sont présentées sous forme de textes ou de discours qui ne sont pas transparents, mais qui donnent lieu à des interprétations différentes, en même temps qu'ils émanent eux-mêmes de certains partis-pris interprétatifs.

Que proposez-vous ?

Y. C. : Je plaide précisément pour un débat de type « interprétatif », dans lequel il ne s'agit plus de se battre sur ce qui constitue « la vérité » (au singulier), mais sur l'interprétation des données en les resituant dans leur cadre conceptuel et leurs finalités. Dès lors, le débat devient comparable à un exercice collectif d'interprétation d'un texte littéraire, dans lequel le texte est sacré, mais dans lequel chaque interprétation est porteuse d'une certaine vérité, propre à chacun des points de vue exprimés. On pourrait proposer pour un tel débat la procédure suivante : chaque partie prenante fournit une sorte de cahier d'acteurs, qui est ensuite discuté collectivement en séance, non pas tant pour les objets qu'il décrit, mais plutôt pour leur formulation. Sur chaque point discuté, ce questionnement débouche, soit sur une reformulation qui fait consensus, soit sur le constat d'une dissension insurmontable.

Que pèse cette forme de débat, que l'on pourrait qualifier « d'humaniste », face aux énormes enjeux des applications technologiques de la science ?

Y. C. : On peut en effet objecter que les « grands problèmes urgents » de nos sociétés ne vont pas se résoudre à travers des discussions polies, comme autour d'un texte de Rousseau. Les activistes radicaux diront que les décrets gouvernementaux,

les millions des multinationales ou les manifestations musclées représentent les « vraies forces politiques » face auxquelles le « pinaillage » autour des mots ne pèse pas très lourd. Ces objections, certes recevables, ne retirent pourtant pas à la démarche ses vertus dans nos échanges sociaux, pour construire un modèle de participation des citoyens à la vie publique. D'autre part, le travail d'écriture de nos lois ne se nourrit pas seulement de coups de force, mais aussi de formulations discursives dont l'influence finit par diffuser à travers la presse, les livres, les conférences publiques. Enfin, se mettre d'accord sur une reformulation implique d'avoir résolu le statut « objectif » des données : d'où viennent-elles ?, comment ont-elles été récoltées ou calculées ?, questionnement qui est aussi à la base de la démarche scientifique. Ainsi, analyser le rapport entre les objets et les mots qui les décrivent contribue autant à scientificiser le débat qu'à le littériser.

Les mots recouvrent pourtant des problèmes concrets pour lesquels il faut prendre des décisions ?

Y. C. : Effectivement, quand il s'agit de la construction d'une centrale nucléaire par exemple, on ne se bat pas pour des mots, mais pour une réalité. Cependant, les politiques, les militants, et même parfois les scientifiques, traduisent souvent les problématiques sous une forme binaire : autoriser les OGM ou non, développer les nanotechnologies ou non. Mais à mon sens, c'est un piège qui, loin de manifester l'essence de la politique, sape son intelligence propre. Celle-ci consiste au contraire à inventer d'autres solutions - des « tiers exclus » - que le cadrage choisi écarte *a priori* de façon induite. La démarche interprétative peut contribuer à surmonter le piège des questions binaires. Par exemple, une analyse conduite sur un texte écrit par un faucheur d'OGM et sur un texte émanant de l'interprofession semencière a montré que les questions posées n'étaient pas les mêmes. L'un exposait les bénéfices potentiels des OGM pour l'agriculture, l'autre s'insurgeait contre la brevetabilité du vivant. Leurs propos étaient disparates, étrangers l'un à l'autre, plutôt que contradictoires. Dans ce cas, l'attention interprétative amène à reformuler une nouvelle question : comment découpler la recherche sur les OGM des modes d'appropriation du vivant qui les conditionnent actuellement ?

Un des dangers actuels dans les débats publics n'est-il pas de nier les compétences des scientifiques ?

Y. C. : Il ne s'agit pas de nier les compétences des spécialistes mais de reconnaître des compétences aux non-spécialistes. Le principe de l'égalité des intelligences développé par Jacques Rancière postule que chaque être humain est porteur d'une intelligence *a priori* égale, ce qui se manifeste par le fait que chacun a été capable d'apprendre par lui-même sa langue maternelle, mais aussi de fonctionner au sein de nos sociétés hautement complexes. Chacun est doué de son propre savoir, de sa propre culture et d'une capacité interprétative, qui lui permettent d'agir dans le débat. D'autre part, l'ignorance initiale des non-spécialistes peut mettre en lumière les compétences cachées des savants, aidant ainsi à repérer les points aveugles de leurs cadrages interprétatifs et à trouver de nouvelles voies vers les tiers indûment exclus.

Les controverses actuelles sont cosmopolitiques

Depuis l'époque de Galilée, l'objet des controverses n'est plus tant le savoir lui-même que ses effets en termes d'applications biotechnologiques. Par là-même, ce n'est plus seulement la science, mais la société qui se met en question, sur ses finalités et ses moyens d'action. Les frontières entre Science et Politique se brouillent et les controverses deviennent « cosmopolitiques » au sens où les lois qui gouvernent le cosmos sont surdéterminées par l'organisation politique de la société. De plus en plus fortes, ces controverses se heurtent à quatre sources de désarroi : une remise en cause de l'aristocratie des compétences, une perte de vision surplombante de la science face à la complexité du monde, l'incapacité des marchés à éviter les emballements aberrants, et une crise de la démocratie et de l'information. Devant ce tableau apocalyptique, il est nécessaire de revisiter les cadres du débat et de trouver de nouvelles manières de dialoguer.

En conclusion ?

Y. C. : Le débat interprétatif est un lieu de construction collective de nos capacités de compréhension, d'échange, d'analyse, de problématisation et d'invention de solutions inédites. Il préfigure une forme de démocratie littéraire basée sur les principes de démocratie, de pluralisme, de sensibilisation et d'intelligence collective. Ces démocraties littéraires font émerger de nouvelles formes de vies en imaginant de meilleures formulations pour réécrire les termes des problèmes auxquels elles sont confrontées. Elles peuvent exister dans certaines salles de classe littéraires, comme dans certains laboratoires, mais aussi dans le bureau d'un ministère ou lors d'une réunion d'activistes. Les humains n'ont jamais autant communiqué sous forme écrite qu'aujourd'hui. Cette énorme capacité d'entre-lectures croisées et d'intelligence diffuse risque toutefois d'être écrasée par une tendance croissante à automatiser nos réponses dans des cadres binaires programmés à l'avance. Les formulaires informatiques en sont un exemple emblématique : tout formulaire sanctionne l'écrasement de notre capacité de reformulation. Si les sciences méritent d'être aujourd'hui mises en question, c'est pour leur complicité souvent irréfléchie avec cet écrasement machinique de nos marges d'interprétation. Nos démocraties à venir seront scientifiques ET littéraires, ou ne seront pas... ●

Propos recueillis par Pascale Mollier

+d'infos

✉ **contact :** yves.citton@gmail.com

🌐 **web :** Cycle de conférences données dans le cadre de Sciences en Questions, disponible sur : <http://www1.montpellier.inra.fr/tp/cdr/>. Le livre *Controverses scientifiques et démocraties littéraires* paraîtra en 2013 aux Editions Quae.